

Echo d'Iran n° 7, juin 2008

Bulletin d'informations sur le mouvement ouvrier en Iran

mercredi 7 octobre 2009, par [Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran \(SSTI\)](#) (Date de rédaction antérieure : juin 2008).

Sommaire

- [Salehi libéré mais Osanloo en](#)
- [Soutenons les travailleurs de](#)
- [Echange de lettres STI / OIT](#)
- [L'extrait du communiqué \(...\)](#)
- [Premier colloque européen des](#)
- [Une semaine de solidarité avec](#)

Salehi libéré mais Osanloo en prison !

Mahmoud Salehi, porte-parole du Comité organisationnel pour la création de syndicats, a finalement été libéré le dimanche 6 avril 2008, grâce à une campagne internationale, après plus d'un an d'emprisonnement.

Son seul « crime » était d'avoir organisé un défilé le 1^{er} mai 2004.

Vu son état de santé gravement détérioré, sa peine a été commuée en une année de prison ferme (déjà purgé au 1^{er} avril 2007) et trois ans avec sursis par la cour d'appel. Le tribunal l'a obligé de payer une caution de 40.000.000 tomans (équivalent de trois ans de son salaire).

Mahmoud Salehi avait été arrêté à la suite d'une manifestation pacifique célébrant le 1^{er} mai 2004. En novembre 2005, il a été condamné à cinq années d'emprisonnement et à trois ans d'exil intérieur.

Au cours de son procès, le procureur aurait invoqué ses activités syndicales en tant qu'éléments à charge, et fait état d'une réunion qu'il avait tenue avec des responsables de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), reconstituée aujourd'hui sous le nom de Confédération syndicale internationale, en avril 2004, juste avant les manifestations du 1^{er} mai. Sa condamnation a été annulée en appel. Cependant, à l'issue d'un procès, Mahmoud Salehi a été condamné, le 11 novembre 2006, à une peine de quatre ans d'emprisonnement pour « conspiration en vue de commettre des crimes contre la sûreté de l'Etat ». Il est resté libre jusqu'à une audience d'appel tenue le 11 mars 2007, au cours de laquelle sa peine a été réduite à trois ans avec sursis et une année d'emprisonnement ferme, qu'il a commencée à purger le 9 avril 2007.

La libération de M. Salehi est une victoire non seulement pour les travailleurs iraniens mais pour tout ceux qui, à travers de monde, luttent pour la liberté et l'égalité.

Par contre, Mansour Osanloo, président du Syndicat du transport urbain de Téhéran et de sa banlieue, (Sandikaye Kargarane Sherkat-e-Vahed) affilié à l'ITF, est toujours en prison.

Comme nous l'avons expliqué dans les pages des précédents numéros d'« Echo d'Iran », les

syndicalistes de Sherkat-e-Vahed luttent pour la création d'une organisation ouvrière indépendante afin de défendre les droits les plus élémentaires des travailleurs reconnus à l'échelle mondiale.

Nous sommes persuadés que le seul moyen pour parvenir à la libération de M. Osanloo est la solidarité internationale des travailleurs, comme le montre le cas de M. Salehi, et la poursuite du combat.

Nous demandons aux syndicats, organisations ouvrières et partis politiques de protester vivement auprès des autorités de la République islamique pour que les attaques contre les ouvriers et syndicalistes cessent immédiatement

Exigeons Sa libération immédiate d'Osanloo

Soutenons les travailleurs de Haft Tapeh !

Le complexe de Haft Tapeh, une raffinerie de canne à sucre située au Khouzestan, dont l'unité la plus importante se trouve près de Suze (ville historique), a été au centre de plusieurs conflits sociaux. Cette usine du secteur public compte des milliers d'ouvriers et a plus de 47 ans d'existence.

Ces dernières années, les ouvriers de ce complexe ont protesté à maintes reprises contre le non-paiement de leurs salaires.

En 8 avril 2008, des milliers de travailleurs de la sucrerie se sont mis à nouveau en grève. Le 6 mai, le nombre des grévistes a atteint le chiffre de 5.000. Ils ont manifesté aux cris de « Nous avons faim, payez-nous » : ils ont été molestés par les miliciens du régime.

Depuis trois semaines, ils ont entamé une grève pour les mêmes revendications : paiement des salaires, retardé depuis plus de six mois, et création d'un syndicat. Récemment, ils ont même bloqué la route principale qui conduit à la ville d'Ahvaz, le chef-lieu de la province pétrolière du Khouzistan. L'Etat, qui est propriétaire de l'usine, au lieu de leur donner une réponse favorable, a envoyé ses agents pour réprimer les ouvriers. Leurs représentants ont été arrêtés. Actuellement, les forces militaires du régime occupent l'usine.

Le 16 juin, malgré une répression féroce des manifestants par la police, plus de 10.000 ouvriers et membres de leurs familles se sont rassemblés et ont formulé les revendications suivantes :

1. Versement des salaires, retardé depuis plus de six mois ;
2. Arrêt du harcèlement envers les militants ouvriers de l'usine par les dits « tribunaux de la révolution » ;
3. Expulsion du conseil d'administration et de son président (ce dernier est un « clerc ») ;
4. Expulsion du chef de la sécurité de l'usine (dans les usines, le Bureau de sécurité en général est l'antenne de la police politique et son chef joue un rôle de premier plan dans la répression des ouvriers).

En outre, les travailleurs ont exprimé leur profonde inquiétude à propos de la situation financière de

l'entreprise et ont demandé au gouvernement de prendre des mesures urgentes afin d'éviter la faillite ou la fermeture éventuelle de l'usine. Ils iront sans doute rejoindre sous peu la masse des chômeurs iraniens car le régime prétend que l'industrie iranienne de production de sucre est en faillite.

Le régime affirme que la soi-disant faillite de l'usine serait due à des importations sauvages des gros bonnets du régime. L'année dernière, ils auraient importé 3 millions de tonnes alors que l'Iran a tout juste besoin de 350.000 tonnes de sucre. Ils sont connus de tous mais ce qu'affirme le régime est entièrement faux. Il y a un projet de démantèlement du parc industriel.

Haft Tapeh Sugar Cane Company a commencé ses activités en 1975 pour exploiter 12.000 hectares de champs de canne à sucre dans la région du Khouzestan. En 1977, la raffinerie de Haft Tapeh devint l'une des plus importantes au monde avec une production de 1,3 million de tonnes (sept fois supérieure à la consommation intérieure).

Aujourd'hui la capacité officielle de production de cette usine est de 5,1 millions de tonnes (d'une valeur de 600 millions à 1 milliard d'euros), soit 4 fois plus que sa capacité en 1979. Or, entre-temps, le régime a multiplié par sept les champs de canne à sucre et les infrastructures, de plus les techniques de raffinage se sont améliorées depuis 1979 : normalement, cette usine devrait produire 11 millions de tonnes et non la moitié affichée. Non seulement cette capacité réelle (et dissimulée) place l'Iran dans les 4 premiers producteurs mondiaux de sucre, mais elle lui permet d'être le second leader mondial des pays exportateurs de sucre (derrière le Brésil) car, contrairement aux autres grands producteurs, la consommation interne iranienne est extrêmement basse.

A titre d'exemple, l'UE produit 21,3 millions de tonnes de sucre et en consomme 15 millions, alors que l'Iran a une consommation interne de seulement 350.000 tonnes. La raffinerie de Haft Tapeh se porte donc extrêmement bien : ses dirigeants n'ont donc aucune excuse pour ne pas rémunérer les ouvriers ou encore se déclarer en faillite. Les rumeurs d'une chute de la production qui serait due à des exportations sauvages sont donc fausses. L'annonce de la faillite est délibérée.

La mise en faillite est la technique fondamentale de l'économie selon le régime : mettre en faillite les usines, licencier les ouvriers, récupérer les terrains pour la spéculation foncière et remplacer ce qui pouvait être produit en Iran par des produits importés, avec des pétrodollars, sur lesquels ils touchent des commissions occultes plus importantes que la plus-value des exportations. Le démantèlement des industries iraniennes est au programme du régime iranien qui bazarde ces richesses pour privilégier l'implantation en Iran des compagnies étrangères et plaire ainsi aux pays occidentaux et aux institutions comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire International, afin qu'ils laissent l'Iran entrer dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) •

Ils ont besoin de vos soutiens pour que leur syndicat soit reconnu officiellement.

Echange de lettres STI / OIT

La lettre adressée au directeur du bureau de l'Organisation internationale du travail en France

Solidarité avec les Travailleurs en Iran

Monsieur Jean François TROGRLIC
Directeur du bureau de l'Organisation internationale du travail en France
98, rue de Sèvres, 75007 Paris

Le 10 juin 2008

Monsieur le Directeur,

Les déclarations inadmissibles du Président de la République Islamique d'Iran à l'encontre d'un pays tiers ont scandalisé la « communauté internationale » et suscité un tollé dans le monde. Mais personne ne s'est préoccupé des actes du régime iranien vis-à-vis de ses propres citoyens, et encore moins du sort des travailleurs iraniens.

Notre association a pour but de défendre les intérêts des travailleurs d'Iran et de se faire l'écho de leurs revendications auprès des organes internationaux, notamment le vôtre.

Dans le passé, nous avons eu le plaisir de rencontrer votre prédécesseur qui a eu la bienveillance de transmettre notre dossier à Genève et de le suivre. A l'époque, notre démarche concernait le Syndicat des Travailleurs du Transport de Téhéran (Sherkat Vahed) et son président, M. OSSANLOU, qui avait été arrêté par le régime. D'ailleurs, après avoir subi, à plusieurs reprises, des sévices des agents du régime iranien, il a pu assister, l'année dernière, à une conférence internationale du travail à Londres. Mais dès son retour, il a été de nouveau poursuivi, et actuellement, il se trouve en prison à Téhéran.

Une des revendications des travailleurs iraniens est de pouvoir créer leurs propres organisations professionnelles ou syndicales sans l'intervention et le contrôle de l'Etat. En Iran, comme vous devez le savoir, toutes les infrastructures existantes sont sous la mainmise du régime. Par ailleurs, les travailleurs iraniens attendent que les pseudo-représentants officiels des travailleurs, en vérité désignés et imposés par le régime, soient expulsés des instances internationales dont la vôtre. Ils n'y représentent ni les travailleurs, ni les personnels des usines et des entreprises iraniennes.

Les ouvriers iraniens ne sont pas autorisés à manifester à l'occasion du 1^{er} Mai. L'exemple de M. Mahmoud Salehi, un syndicaliste emprisonné qui vient d'être libéré grâce à une campagne internationale, après plus d'un an d'emprisonnement, est significatif. Son seule « crime » était d'avoir organisé un défilé le 1^{er} mai 2004.

Parmi les revendications principales des travailleurs iraniens se trouve le versement de leurs salaires impayés depuis des mois. La seule réponse qu'ils ont obtenue pour le moment se limite aux arrestations de leurs représentants et à la répression policière de leurs rassemblements, même à l'intérieur des entreprises. Depuis quelques semaines, les travailleurs de dizaines d'usines et d'entreprises ont entamé des actions de protestations sur la question de ces salaires impayés : Chantier Naval Sadra, Projet du Gaz d'Osslovieh, Pneus Elbourz, Piles de Pars, Textile du Kurdistan, Industrie de Réfrigérateurs à Lorestan (ouest de l'Iran), etc.

Le point culminant de ces luttes est la grève et les manifestations des travailleurs du complexe sucrier de Haft-Tapeh , qui se poursuit toujours...

L'usine de Haft-Tapeh, dont l'unité la plus importante est située près de Suze (ville historique), a été au centre de plusieurs problèmes économiques. Cette usine compte quelque 5 000 ouvriers et a plus de 47 ans d'existence. Quelque 3 000 d'entre eux sont en CDD. Ces dernières années, les ouvriers de ce complexe ont protesté à maintes reprises contre le non-paiement de leurs salaires.

Depuis trois semaines, ils ont entamé une grève sur les mêmes revendications : paiement des

salaires retardé depuis plus de six mois et création du syndicat, Récemment, ils ont même bloqué la route principale qui conduit à la ville d'Ahvaz, le chef-lieu de la province pétrolière du Khouzistan. L'Etat, qui est propriétaire de l'usine, au lieu de leur donner une réponse favorable, a envoyé ses agents pour réprimer les ouvriers. Leurs représentants ont été arrêtés. Actuellement, les forces militaires du régime occupent l'usine. Les ouvriers de Haft-Tapeh viennent de rendre publique la création de leur syndicat. Ils ont besoin de soutiens pour que ce dernier soit reconnu officiellement.

Monsieur le Directeur,

Outre les problèmes évoqués ci-dessus, nous citons les revendications les plus importantes et les plus vitales des travailleurs iraniens :

La couverture de toutes les entreprises par le code du travail. Malgré ses nombreuses lacunes, les travailleurs des unités comptant moins de dix salariés ne sont pas couverts par ce code. Ils travaillent dans les conditions proches de l'esclavage. Les conditions de travail sont en effet catastrophiques dans le pays : le nombre des accidents du travail est considérable. Ils sont passés de 4 018 (en 2005) à 11 634 au cours des six premiers mois de 2007 (selon une statistique officiel), alors que le nombre exact doit dépasser ce chiffre. La plupart de ces ouvriers ne bénéficient d'aucune assurance ou couverture sociale.

Les travailleuses sont doublement exploitées. Elles reçoivent un salaire inférieur à celui des hommes (jusqu'à 50 %) et souffrent de traitements discriminatoires. Le travail des enfants est autorisé en Iran. Selon la presse officielle, 700 000 enfants travaillent, mais le chiffre réel doit dépasser 1,7 million.

Nous avons déjà attiré votre attention par le passé sur le fait que le régime islamique d'Iran fait partie de ceux qui piétinent le plus les droits des travailleurs. Nous espérons vivement que vous allez relancer ces dossiers auprès des autorités compétentes.

Monsieur le Directeur,

Nous voulons souligner que parmi ces sollicitations, il y a deux priorités urgentes :

- Le sort des travailleurs de la sucrerie Haft-Tapeh, qui sont sous la pression des forces policières et sécuritaires du régime ;
- L'expulsion des agents du régime des institutions internationales, afin que les véritables représentants des ouvriers puissent y assister et faire entendre leur voix.

Veuillez croire, Monsieur le Directeur, en nos sentiments respectueux.

Solidarité avec les travailleurs iraniens - Paris •

La réponse du directeur du bureau de l'Organisation internationale du travail en France

Messieurs,

Suite à notre rencontre de la semaine dernière, je suis en mesure de vous donner les informations suivantes :

1) Officiellement, la représentativité de la délégation des travailleurs de la République islamique

d'Iran n'a pas fait l'objet d'une protestation devant la commission des pouvoirs de la Conférence ;

2) En revanche, la commission a eu à délibérer sur la représentativité de la délégation des employeurs suite à la protestation de l'Iran Confédération of Employers Association (voir compte-rendu provisoire de la Conférence internationale du travail n° 4C & 49 et suivants que vous trouverez sur le site du BIT) ;

3) Par ailleurs, le Comité de la liberté syndicale a traité de trois cas concernant ce pays (voir communiqué de presse n° 32/08 du 13 juin).

Votre lettre a été envoyée à Genève

Meilleures salutations

JP Delhomenie
Assistant du Directeur
Bureau de l'OIT à Paris
98, rue de Sèvres, 75007
Tél. : 01 53 69 12 16. delhomenie ilo.org

L'extrait du communiqué de presse du Comité de la liberté syndicale du conseil d'administration du BIT

97^e session de la Conférence internationale du travail, 28 mai - 13 juin 2008

Communiqué de presse

Date de parution 13 juin 2008, Genève

Référence ILO/08/32

Le Comité a spécialement attiré l'attention sur les cas de l'Iran et ...

Le Comité a aussi traité trois cas relatifs à la République islamique d'Iran – deux émanant d'organisations de travailleurs... Le Comité a exprimé sa profonde inquiétude quant à la gravité de la situation prévalant dans le pays et a demandé au gouvernement d'accepter une mission de contacts directs eu égard aux points soulevés par tous les cas pendants relatifs à la République islamique d'Iran.

En ce qui concerne le cas particulier de la longue détention de Mansour Osanloo, président du Syndicat indépendant des travailleurs de la Compagnie unifiée des bus de Téhéran et de son agglomération, le Comité a pressé le gouvernement de veiller à sa libération immédiate de prison et à l'abandon des charges qui pèsent encore contre lui ; il a aussi fait part de sa préoccupation particulière quant à son état de santé et demandé au gouvernement de veiller à ce qu'il bénéficie de toute l'attention médicale que requiert l'urgence de sa situation.

Dans le cas concernant l'ingérence massive du gouvernement dans les activités de la Confédération iranienne des associations d'employeurs (ICEA), le Comité a instamment prié le gouvernement de réenregistrer immédiatement l'ICEA et de garantir qu'elle pourra exercer ses activités sans

entraves. Il lui a également demandé d'adopter une position de non-ingérence et de neutralité dans l'exercice de la liberté syndicale par les employeurs en ce qui concerne les relations avec l'ICEA et de n'accorder aucune préférence ou aucun favoritisme à d'autres organisations d'employeurs...

De manière générale, le Comité a observé que bon nombre des difficultés soulevées par ces cas avaient leur origine dans l'absence de cadre juridique autorisant le pluralisme syndical •

Premier colloque européen des Associations de solidarité et soutien aux travailleurs en Iran

Depuis plusieurs années, en écho au développement du mouvement ouvrier en Iran contre les attaques incessantes des politiques économiques néolibérales menées par différents gouvernements, sous les présidences de Rafsanjani, Khatami, et de l'actuel président, Mahmoud Ahmadinejad, partout en Europe, en Amérique du Nord et en Australie, des collectifs de soutien et défense des travailleurs en Iran ont été formés.

Ces associations ont toutes pour but de diffuser les nouvelles du mouvement ouvrier iranien, d'être le porte-voix des revendications des travailleurs iraniens et d'apporter un soutien moral et matériel aux militants du mouvement ouvrier et aux syndicalistes en Iran. Elles sont actives dans une dizaine de pays : France, Allemagne, Suède, Norvège, Suisse, Royaume-Uni, Canada, Australie... Depuis deux ans, elles collaborent dans différentes campagnes et actions et en particulier pour la libération des militants emprisonnés du mouvement ouvrier en Iran. Dernier exemple, la campagne victorieuse pour la libération de Mahmoud Salehi en avril dernier, à laquelle nous avons participé dans une vaste action internationale de solidarité initiée par des grandes centrales syndicales canadiennes et européennes.

Ces collaborations ont prouvé leur efficacité et nous ont amenés à réfléchir sur l'avenir de ces actions et campagnes de solidarité. Il nous semble évident que nous sommes en train d'entrer dans une nouvelle phase de notre existence. La formation de ces associations à l'échelle des villes et par des initiatives des militants de base, la méthode dite de « la construction par le bas », a prouvé son efficacité. Ainsi le long débat portant sur la façon de construire l'« arrière-front » du mouvement ouvrier iranien à l'étranger a été tranché par la pratique. Ce ne sont pas les initiatives des organisations et partis d'opposition à l'étranger mais les actions des militants de la gauche ouvrière, qu'ils appartiennent ou non à une organisation politique, qui ont fait avancer les choses.

Ainsi, à l'initiative de cinq associations de solidarité en Allemagne, le premier colloque européen a eu lieu à Francfort du 2 au 4 mai 2008. Plus de 30 délégués, représentant une douzaine d'associations venant de huit pays, y ont participé. Les débats et échanges de vues ont enrichi les expériences de chacun d'entre nous. Une ambiance de camaraderie et de convergence de vues, dépassant l'imagination des plus optimistes, s'est dégagée.

Il faut avouer que les nouvelles, les multiples exemples d'unité d'action venant de l'Iran et surtout les actions unitaire à l'occasion du 1^{er} mai de cette année, et en particulier la déclaration commune des plus importants groupes et comités des travailleurs iraniens, ont été pour nous une source d'inspiration dans nos démarches en quête de plus d'unité.

A l'issue de ces deux journées de débats, un « comité de coordination » a été formé, afin de mieux

réagir aux problèmes du mouvement en Iran. Vu le succès de ce colloque les participants ont décidé à continuer ce type de réunion et d'organiser des séminaires pour débattre des différents points de vue concernant l'avenir du mouvement ouvrier iranien et le rôle que les militants en exil peuvent y jouer •

Comité de la solidarité avec les travailleurs iraniens - Australie
Comité de soutien des travailleurs iraniens - Toronto, Canada
Solidarité avec les travailleurs iraniens - Norvège
Groupe des travailleurs pionniers en exil - Suisse
Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran - France
Solidarité avec les travailleurs iraniens - Cologne
Solidarité avec des travailleurs en Iran - Francfort
Solidarité avec des travailleurs en Iran - Hanovre
Solidarité avec des travailleurs en Iran - Berlin
Solidarité avec les travailleurs iraniens - Hambourg
Comité de solidarité entre les travailleurs iraniens et suédois - Stockholm
Comité de solidarité avec les travailleurs en Iran - Gutenberg - Suède
Association ouvrière Djamal Tchéragh-Véissi

Une semaine de solidarité avec les travailleurs iraniens

La semaine de 3 au 10 juin 2008 restera inoubliable pour les militants du mouvement ouvrier iranien en Iran et à l'extérieur du pays. Des centaines de militants du mouvement ouvrier iranien en exil ont organisé des dizaines de manifestations dans plus de 10 pays à travers le monde ; de l'Amérique du Nord à l'Australie et de l'Europe à la Nouvelle-Zélande. Tous unis pour soutenir les revendications du mouvement ouvrier en Iran, telles que la liberté d'organisation en particulier, la libération sans conditions des militants syndicalistes emprisonnés comme Mansour Osanloo, etc.

Une dizaine de comités et associations de soutien au mouvement ouvrier, parmi lesquels « Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran à Paris », ont non seulement participé à cette semaine internationale de solidarité mais ont également organisé les différentes manifestations qui se sont tenues dans la plupart des pays européens, en Australie et au Canada, pendant une semaine.

Le 10 juin 2008, à l'occasion de la 97^e session de la Conférence internationale du travail, organisée par l'Organisation internationale du travail à Genève, où les représentants du régime iranien étaient présents, « Solidarité avec les Travailleurs en Iran » (STI) a organisé un rassemblement devant le bureau de l'OIT à Paris pour protester contre la politique menée par le régime iranien.

Une délégation a été reçue par Monsieur J.P. Delhomenie, l'assistant du directeur du bureau de l'OIT en France. Parmi les différents thèmes abordés, nous avons exposé la situation catastrophique des travailleurs iraniens, et en particulier celle des militants et des syndicalistes. Nous avons également attiré l'attention sur le sort des syndicalistes emprisonnés.

La question de la représentativité du délégué iranien envoyé par le régime de Téhéran à la conférence de l'OIT a aussi été soulevée. Nous avons également souligné la violation systématique des conventions internationales de la part du régime iranien et le non-respect de ses engagements en ce qui concerne les travailleurs en Iran •

Vive la solidarité internationale !

P.-S.

* Publié par : Solidarité avec les Travailleurs en Iran

Adresse : S.T.I, 266, av. Daumesnil, 75012 Paris

E-mail : sstiran yahoo.fr